

Le Venezuela appartient aux seuls Vénézuéliens !

(p. 3)



Fabien Roussel
Vœux 2026
de la direction
du PCF

Vidéo

Réflexions sur notre défense nationale

(pp. 9-10)

Pouvoir d'achat

Les sondés ont de la suite dans les idées. L'image du monde n'a jamais été aussi chaotique et désespérante, mais quand on leur demande (enquête Odoxa du 18 décembre) quels sont leurs souhaits prioritaires pour 2026, ils répondent d'abord « augmenter le pouvoir d'achat des Français ». L'enquête, pourtant sponsorisée par un quotidien de droite, *Le Figaro*, si prompt à prôner la résignation, montre que cette revendication s'impose (43 %) devant toutes les autres (insécurité, immigration, impôts, dettes, etc.). Elle vient en tête et l'institut de sondage ajoute, ce qui est plutôt une bonne nouvelle (assez rare par les temps qui courent) : « Dans un contexte économique morose, les citoyens ont tendance à attendre beaucoup du politique. »

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >



Chantal Montellier

17 janvier, à partir de 11 h : Vœux de la section de Dinan, prises de parole puis échanges autour d'un verre. 10 rue Gambetta, Dinan (22)

17 janvier, à partir de 11 h 30 : Initiative sur la Sécurité sociale : vernissage de l'exposition à 11h30, puis conférence-débat à 14h30, avec : Nicole Grenier-Merico, PCF, Francis Balay, Alternative Mutualiste, un représentant de la CGT. Halle Grenette, Bourgoin-Jallieu (38)

17 janvier, à partir de 14 h 30 : Vœux de la section des Mureaux, autour d'une galette. Espace Simone Veil, Les Mureaux (78)

21 janvier, à partir de 19 h : Le Fil rouge, la formation en visio du PCF : propositions du Parti sur la sécurité, avec Robin Salecroix. Lien de connexion : <https://visio.pcf.fr/b/ant-qlu-dno-gcx>

22 janvier, à partir de 18 h 30 : La section du sarladais vous convie au pot de l'amitié pour la nouvelle année en présence de Luis Ferreyra, tête de la liste « La Relève » et de ses deux colistiers : Nathalie Bouhours et Patrick Apel-Muller. Salle Pierre Denoix, ancien hôpital, Sarlat (24)

24 janvier, à partir de 10 h 30 : Cérémonie des vœux de la fédération de la Corrèze. La Papeterie (Allée de la papeterie), Uzerche (19)

4 février, à partir de 18 h : Rassemblement pour Mumia Abu Jamal. Place de la Concorde, angle Jardin des Tuileries/rue de Rivoli, Paris (75008)

21 février, à partir de 18 h 30 : Colloque « Faire vivre la mémoire de la résistance des femmes ». Siège du PCF (75019)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

16 janvier, 18 h : Trump, imperator contre l'Amérique. Avec Christophe Deroubaix, journaliste à l'Humanité. Il couvre l'actualité des États-Unis depuis 1993.

13 février, 18 h : Pour un monde plus juste et écologique, une Sécurité sociale de l'alimentation ?

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec

le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de l'Humanité.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? **19 juin, 18 h** : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers.

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

20 janvier, 18 h-20 h : Séance 5 du séminaire *l'École et la Nation* : Socialismes et éducation au XXe siècle.

À la Fondation Gabriel-Péri, tour Essor, 22e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin) Avec Paul Devin (président de l'institut de recherches de la FSU) ; Guy Dreux (membre de l'institut de recherches de la FSU) ; Lydie Heur-dier (historienne de l'éducation, membre du laboratoire CIRCEFT-ESCOL)

Inscription à la visioconférence :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_vAzaqi_bBS7ezvLrk-_Kn8Q#/registration

23 janvier, 9 h-17 h : Journée d'étude dans le cadre de la nouvelle saison des ateliers d'histoire du communisme : Les Fronts populaires hors d'Europe

À l'Auditorium de l'Humanité, Campus Condorcet, 93300 Aubervilliers)

Inscription en présentiel :

<https://gabrielperi.fr/archives-histoires/les-fronts-populaires-hors-deurope/>

Inscription en visioconférence :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_iq4GLKsjQFyI54ve3RnpqQ#/registration

Le Venezuela appartient aux seuls Vénézuéliens !

Luttons pour l'autodétermination des peuples contre l'impérialisme étatsunien et faisons respecter le droit international.

Dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, les États-Unis ont mené une offensive militaire contre le Venezuela et enlevé le président Nicolás Maduro et Cilia Flores sous le prétexte fallacieux de narcotrafic. Cette agression militaire unilatérale qui a déjà provoqué une centaine de morts dont 32 Cubains constitue un acte de guerre qui ne dit pas son nom, en totale violation de la Charte des Nations unies et de la souveraineté du peuple vénézuélien. Depuis, l'administration étatsunienne a affirmé la volonté de mettre le pays sous tutelle et a commencé à s'emparer de son pétrole. Elle a proféré des menaces contre la souveraineté de la

Colombie, du Mexique et de Cuba, et elle a réitéré sa volonté d'annexer le Groenland afin de mettre la main sur ses richesses naturelles et de prétendument sécuriser les voies maritimes. Dans le même temps, elle a ordonné l'arraisonnement d'un pétrolier battant pavillon russe.

Par ses impacts régionaux et internationaux, cette action constitue donc un bouleversement majeur de la situation mondiale. Pris dans une nouvelle étape de crise profonde, l'impérialisme étatsunien cherche une réponse à la crise de son hégémonie



et à sa crise économique à travers une domination ouvertement unilatérale et monopoliste. Il adresse une menace à tous les peuples et gouvernements qui rechercheraient une voie progressiste et solidaire. À travers son escalade actuelle, l'impérialisme étatsunien :

- Piétine le droit international et contribue à la gangstérisation des relations internationales.

- Pousse jusqu'au bout la stratégie de prédation, d'ingérence et de déstabilisation que le Parti communiste français dénonce depuis de nombreuses années : recours assumé à la force militaire pour faire prévaloir les intérêts des multinationales US, sanctions écono-

miques criminelles décrétées contre les populations de divers pays, activation de l'extraterritorialité du droit américain pillant les données numériques, nombreuses pressions diplomatiques et tentatives de coups de force, reconnaissance de dirigeants autoproclamés contre la volonté des peuples. Cette fois, elle s'affirme sans même chercher à s'appuyer sur les forces réactionnaires vénézuéliennes, revendiquant son droit de gouverner directement une nation et de s'approprier ses richesses. Cette politique vise à rabaisser un peuple

et à saigner à blanc un pays qui, depuis 2014, a perdu jusqu'à 75 % de son PIB, cas quasiment unique au monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Largement responsables de cette situation, les États-Unis veulent maintenant en finir avec l'aspiration du peuple vénézuélien à vivre en pleine souveraineté.

- Concrétise pratiquement l'extension de la « doctrine Monroe », telle qu'elle a été théorisée dans la « Stratégie de sécurité nationale » publiée par la Maison-Blanche le 4 décembre dernier. Les USA s'arrogent un droit d'ingérence exclusif dans « l'hémisphère occidental », donc aussi en Europe. Le « corollaire Trump » de la doctrine Monroe est un élément central de la refondation de l'impérialisme américain confronté à des contestations importantes, et à la réorganisation d'ensemble des rapports de force mondiaux, qui tendent à lui échapper. Cette refondation de l'impérialisme étatsunien est liée aux évolutions de l'économie et des modalités d'accumulation du capitalisme étatsunien comme international. Il s'agit ainsi de s'assurer des réserves énergétiques proches alors que l'avenir de celles du Moyen Orient est incertain, de contrôler les réseaux énergétiques, commerciaux et numériques, de résoudre le déficit commercial US en devenant un exportateur d'énergie (GNL et pétrole), d'aller vers un monopole des technologies et de drainer encore plus tous les capitaux du monde. Il s'agit enfin de protéger la place du dollar et résister à la dé-dollarisation dans toutes les relations internationales, et défendre les intérêts du grand capital à base étatsunienne, depuis les GAFAM jusqu'à la bourgeoisie « extractiviste » qui est une de ses bases sociales.

- Constitue une nouvelle étape de la confrontation internationale avec la Chine, qui est l'objectif central de l'impérialisme US dans la période présente, et de la bataille qui s'y livre pour maîtriser des ressources énergétiques, alors que les pays des BRICS+ regroupent désormais 44 % des réserves de pétrole et 53 % des réserves de gaz.

— Est un acte contre les efforts du Sud global, dont les BRICS, à un partage beaucoup plus égalitaire pour un monde de co-développement.

— Cherche à intimider ses prétendus alliés et à les mettre au pas, que ce soit le Mexique, le Canada ou l'Union européenne, et à empêcher toute alternative.

Cette politique de force ouverte est de nature à aggraver les tensions internationales et les risques de guerre. Elle appelle la plus large riposte internationale des forces progressistes et l'émergence d'un grand mouvement mondial pour la paix, pour défendre le droit international et la démocratie. La récente déclaration de la Confédération syndicale internationale et de la Confédération européenne des syndicats, condamnant l'intervention des États-Unis au nom de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, est un premier point d'appui dans cette direction.

L'Union européenne et la France se soumettent, de fait, à l'impérialisme étatsunien, en poussant les feux d'un changement de régime par la force au Venezuela, et en agissant ainsi au mépris des intérêts comme de la volonté des peuples. Parce que la représentation nationale ne peut être privée de voix face à une telle dérive de la diplomatie française, le groupe GDR de l'Assemblée nationale a obtenu qu'un débat soit organisé au Parlement.

Le Parti communiste français avait salué et soutenu l'espoir ouvert par le processus bolivarien lancé en 1999 avec Hugo Chavez, qui avait résisté à la tentative de coup d'État soutenu par les États-Unis en 2002 et dessiné, quelles que soient ses limites, les voies d'une alternative de progrès et d'indépendance pour les peuples d'Amérique latine. Il avait également dénoncé les pratiques autoritaires du pouvoir de Nicolas Maduro, y compris contre les organisations de gauche et le Parti communiste vénézuélien. Cela ne saurait toutefois effacer les conséquences de la guerre économique totale menée par les États-Unis contre le Venezuela. Cette

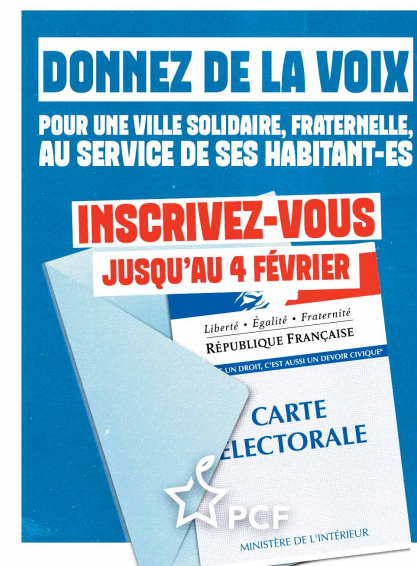
guerre dure depuis dix ans et a été initiée par l'administration Obama, laquelle a notamment profité de l'effondrement des prix du pétrole et favorisé la déconnexion du pays du système bancaire mondial (SWIFT). Ce qui explique largement la situation économique dramatique que doit à présent affronter le peuple vénézuélien.

Le PCF exprime sa pleine solidarité avec le peuple vénézuélien qui a seul le droit de décider de son propre destin, en toute souveraineté. Il est également pleinement solidaire de l'ensemble des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes menacés par Donald Trump, notamment des peuples colombien, cubain, mexicain et brésilien, ainsi que du peuple groenlandais. Il salue à cet égard la mobilisation du peuple colombien en défense de sa souveraineté nationale, et son gouvernement légitime présidé par Gustavo Petro; il est aux côtés des forces progressistes de ce pays, alors que la séquence électorale en cours se déroule sous les menaces et ingérences directes des États-Unis.

Les exigences de coopération et de paix pour développer les biens communs mondiaux (dont le climat et les ressources énergétiques), les services publics et l'emploi sont énormes. C'est pourquoi, le PCF appelle à un nouvel ordre international. Il est urgent de réformer profondément l'ONU et de mobiliser des moyens financiers mondiaux communs pour développer les biens communs sous l'égide d'institutions financières internationales révolutionnées en lien avec l'ONU (FMI, OMC).

Le PCF demande que la France agisse pour :

- Le respect du droit international, de la souveraineté du Venezuela et de l'intégrité de son territoire;
- La libération immédiate des personnes arrêtées, en premier lieu le Président Maduro et Cilia Flores, et le respect strict de leurs droits fondamentaux;
- La levée des sanctions économiques qui étranglent la population vénézuélienne et constituent une forme de guerre contre le peuple;
- La condamnation de l'intervention nord-améri-



caine par l'Organisation des Nations unies, à laquelle doit revenir la responsabilité d'œuvrer au rétablissement de la souveraineté bafouée du Venezuela et au respect du droit du peuple vénézuélien à déterminer démocratiquement son destin;

— La sortie de la France de l'OTAN, sa dissolution et la construction d'une alliance nouvelle, de paix et de coopération.

Le conseil national appelle :

— Les sections et fédérations du PCF à prendre part et à initier les rassemblements les plus larges contre l'impérialisme, pour le respect du droit international et de la souveraineté du peuple vénézuélien. Cette bataille nationale doit s'enraciner à tous les niveaux du pays, favoriser l'expression d'élus, faire l'objet de prises de position des collectivités territoriales.

— À l'organisation d'un événement large pour le respect du droit international, à dimension nationale et internationale. ✪

Paris, le 10 janvier 2026

« Coalition des volontaires » : Non à l'envoi de troupes françaises en Ukraine !

À l'issue de la rencontre organisée par le Président de la République à l'Élysée après la réunion tenue à Paris le 6 janvier de la « coalition des volontaires », Stéphane Peu, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat, et Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, dénoncent « une fuite en avant dangereuse qui fragilise toute perspective de cessez-le-feu et de paix durable ».

Déjà largement dévoilée et commentée dans la presse depuis mardi, la déclaration d'intention signée entre l'Ukraine, la France et le Royaume-Uni prévoit, après l'éventuelle signature d'un cessez-le-feu, le déploiement de « plusieurs milliers d'hommes » des troupes françaises et britanniques sur le sol ukrainien, avec le soutien des États-Unis qui assureraient la surveillance du cessez-le-feu. L'annonce d'un possible déploiement de troupes françaises et britanniques en Ukraine constituerait une escalade dangereuse qui mettrait en situation de confrontation directe les trois puissances nucléaires du continent. Des pays européens comme l'Allemagne, la Roumanie et l'Italie ont ainsi exprimé leur refus de participer à ce déploiement armé.

Le Président de la République comme le Chef d'état-major des Armées ont confirmé que les forces de la coalition et les États-Unis réagiront en

cas de violation du cessez le feu ou d'agression de la Russie. C'est une manière déguisée de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN et d'activer son article 5.

C'est une marche de plus vers l'escalade guerrière, vers l'élargissement du conflit à l'ensemble des pays européens.

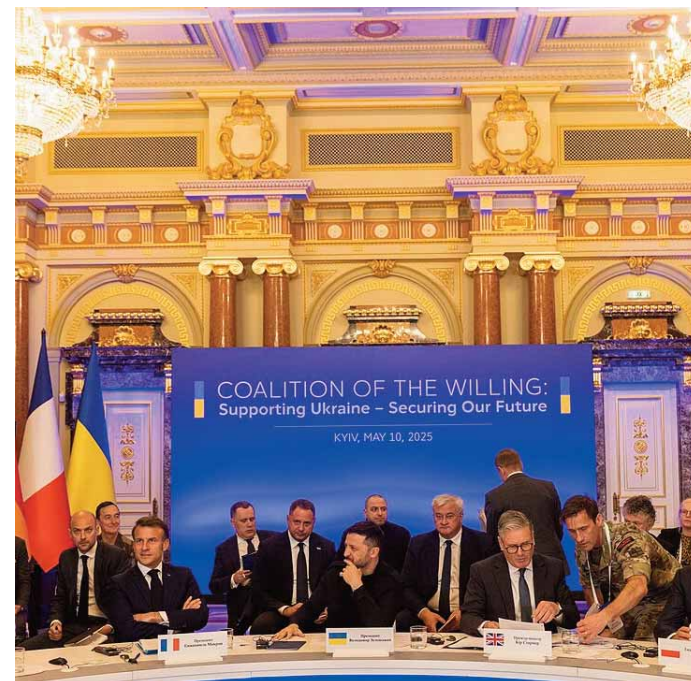
Nous appelons à ce que la France inscrive sa démarche dans le cadre des institutions internationales.

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé qu'une force d'interposition sous mandat de l'ONU soit mise en place en cas de cessez-le-feu.

Nous ne faisons confiance ni au président Poutine, ni au président Trump. Nous demandons que la France avec une coalition de pays de l'Union européenne, élargie aux pays dits du sud global appelant également à la fin du conflit, poussent à des négociations de paix et dialoguent avec les deux parties. Ne laissons pas les États-Unis discuter seuls avec la Russie.

Il appartient à la France, seul pays de l'Union européenne à disposer d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies de faire valoir cet impératif.

À l'heure de l'agression contre le Venezuela et des menaces contre le Groenland, la sécurité des peuples européens implique plus que jamais d'agir en toute indépendance des États-Unis d'Amérique et de l'OTAN, et d'engager les discussions avec tous



les pays d'Europe en vue de la construction d'un espace de sécurité collective et de paix de l'Atlantique à l'Oural.✳

Paris, le 8 janvier 2026

Stéphane Peu,

président du groupe GDR à l'Assemblée nationale

Cécile Cukierman,

présidente du groupe CREC-K au Sénat

Fabien Roussel,

secrétaire national du PCF

À « Greeney », une écologie populaire !

Usine d'embouteillage : in fine c'est 80 000 t/CO₂ en moins...

Notre planète brûle. 44 000 espèces sont aujourd'hui menacées d'extinction, et le seuil de + 1,5 °C fixé par les accords de Paris en 2015 sera atteint dès 2030, en moins d'une génération humaine. L'écologie d'en haut, faite de grands discours et d'engagements internationaux, peine à faire respirer notre planète. Face à cette impasse, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) le rappelle : 50 % des solutions se trouvent entre les mains des collectivités.

À Grigny comme ailleurs, à l'instar du colibri qui œuvre pour éteindre le feu de forêt, nous prenons notre part à la bataille écologique. Contrairement aux a priori, notre ville est verte et contient 50 m² d'espaces verts par habitants. Et, grâce à ses lacs, elle regorge de 644 espèces animales et végétales recensées dans un Atlas de la biodiversité communale distribué aux enfants des écoles de la ville : Mieux connaître son environnement pour mieux le préserver dès le plus jeune âge !

Mais c'est sur le terrain de la transition énergétique que l'on peut changer le modèle de société capitaliste !

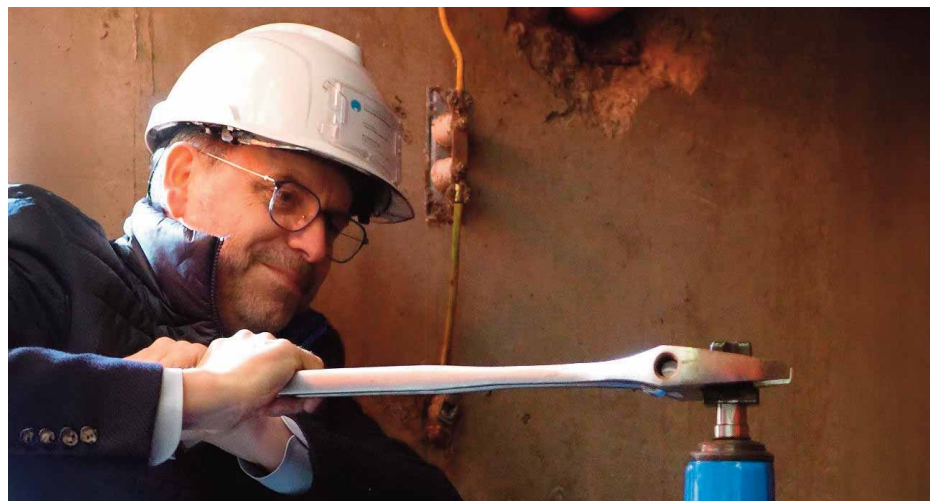
Grâce à sa société publique de géothermie étendue aux villes voisines, Grigny évite chaque année l'émission de 80 000 tonnes de CO₂. Une performance environnementale, également à visée sociale, car elle permet de contenir les factures

énergétiques face aux fluctuations du prix du gaz. Fin du monde, fin du mois, même combat !

Sur l'eau, c'est la même alliance entre écologie et pouvoir d'achat. Avec la régie publique de Grand Paris Sud, nous faisons baisser les factures sur la distribution et l'assainissement. Et pour reprendre la main sur ce qui constitue un or bleu pour les financiers, nous bataillons contre Suez qui veut nous vendre des

usines de production d'eau dans le Sud Francilien qui ne leur appartiennent pas après la fin depuis plus de 20 ans de la concession publique. Un scandale d'État !

Enfin, Grigny est engagé dans la transition écologique de son tissu industriel. Le départ du site Seveso Antargaz marque une rupture. Sa localisation représentait une menace grave, reconnue et démontrée pour les habitants de notre ville et les 139 000 usagers quotidiens du RER D. Nos villes de banlieue et leurs habitants ne sont pas une poubelle ! Sur le plan industriel toujours, le raccordement de l'usine d'embouteillage Coca-Cola de la ville à nos sociétés publiques locales de géothermie et à la Régie de l'eau montre qu'une autre voie est



possible.

La transition écologique passe aussi par la réhabilitation des bâtiments qui va de pair, là aussi, avec une baisse des factures énergétiques. Elle est au cœur des plans de sauvegarde des copropriétés de Grigny 2, engagés par les pouvoirs publics, qui doivent permettre une amélioration énergétique de 35 %.

À l'heure où l'urgence climatique s'accélère, l'écologie ne se décrète pas. Elle se construit aussi dans nos villes et nos villages, au plus près des préoccupations de nos concitoyens. Une écologie d'en bas, lucide et concrète, qui répond à l'appel du GIEC et donne du sens à l'action publique ! ✪

Philippe Rio

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

12/18 janvier 1936 (2)

Le programme, version janvier

Le 12 janvier 1936 (curieusement des documents parlent aussi du 9, ou du 10, ou du 11), les partis radical, socialiste et communiste rendent public le programme du « rassemblement populaire » en vue des législatives du printemps (avril/mai). S'y associent la CGT en voie de réunification, des associations de défense des droits de l'homme et antifascistes (Ligue des droits de l'homme, Comité de vigilance des intellectuels antifascistes...).

Ce programme est intéressant et assez mal connu. Il parle de « la réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire », d'« un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs », de « l'institution d'un Fonds national de chômage ».

Il y est aussi question de la suppression immédiate des mesures frappant les plus faibles par les décrets lois ; de revalorisation des produits de la terre, création d'un office interprofessionnel des céréales, soutien aux coopératives agricoles ; de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans ; de l'exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale, et associant à l'effort de l'État et des collectivités l'effort de

l'épargne locale. En matière de défense de la paix, le texte prône la nationalisation des industries de guerre et la suppression du commerce privé d'armes.

L'intervention du parti radical dans la rédaction du programme a limité des propositions qui étaient contenues dans l'accord PC/SFIO de septembre 1935. Ainsi on ne mentionne plus la « semaine des 40 heures ». Il faudra les puissantes grèves ouvrières du printemps, trois mois plus tard, pour que cette revendication phare du Front populaire s'impose à nouveau.

Georges Politzer commente ainsi ce programme : « C'est parce que le programme du Rassemblement est une liste de revendications qu'il a pu rallier l'unanimité. (...) Ce qui importe aux chômeurs, c'est le Fonds national du chômage et non la théorie au nom de laquelle on adhère à cette revendication. (...) L'accord sur le programme a pu être réalisé parce que c'est un programme de revendications et non un traité d'économie politique. »

Le 17 janvier marque la fin du procès de l'affaire Stavisky, un scandale politico-financier faisant suite au « suicide » du susnommé Stavisky. *Le Canard Enchaîné* titrera : « Stavisky s'est suicidé d'une balle



tirée à 3 mètres ; voilà ce que c'est que d'avoir le bras long. »

Cette crise, mettant en cause des notables de la presse, de la justice, de la politique et de la police, secoua le pays et aboutit à l'émeute du 6 février 1934. ❖

Gérard Streiff

Les incertitudes de la réforme des formations des enseignants

Alors que les concours de l'enseignement étaient jusqu'à présent accessibles uniquement à l'issue d'un Master 2, une réforme prévoit de les ouvrir dès le niveau bac + 3 à partir de 2026. Quels en sont les tenants et les aboutissants pour l'Éducation nationale et pour les étudiant·es ?

Depuis 2022, l'accès aux concours de recrutement des enseignants était conditionné à l'obtention d'un Master 2, dans le cadre de la politique de « mastérisation » des recrutements. Cette exigence visait à élever le niveau de qualification des enseignants et à renforcer leur formation académique et pédagogique. Pourtant, à compter de 2026, les concours seront de nouveau accessibles dès la fin de la licence. Un tel abaissement du niveau requis pour accéder à un concours de la fonction publique – qui plus est dans l'enseignement – ne sera pas sans conséquences.

Le recrutement des enseignants traverse en effet une crise profonde depuis plus d'une décennie. Le caractère dissuasif des concours, combiné à des conditions de travail dégradées et à une rémunération jugée insuffisante, alimente une désaffection durable pour la profession. Certaines académies, notamment Créteil ou Versailles, peinent à pourvoir leurs postes, laissant chaque année des centaines de classes sans enseignants titulaires.

L'objectif affiché de la réforme est donc de renforcer l'attractivité des concours et du métier : études plus courtes, parcours davantage professionnalisants, et rapport entre durée des études et niveau de rémunération présenté comme plus équilibré – bien que la difficulté des concours, elle, demeure inchangée.

Dans les faits, à partir de 2026, un candidat admis au concours après une licence pourra exercer devant élèves, tout en conservant un statut d'étudiant. Il devra en parallèle achever un Master « Métiers de l'enseignement et de l'éducation » (M2E), composé de stages et de quelques enseignements théoriques. L'Éducation nationale y trouve, en apparence, son compte : une main-d'œuvre peu expérimentée, mais comptabilisée dans les effectifs, rémunérée au niveau d'un stagiaire. En revanche, la qualité des enseignements – assurés sans véritable encadrement ni immersion progressive – ainsi que la qualité de



vie des enseignants, des élèves et de leurs familles passent au second plan. Les lauréats seront en outre soumis à un engagement de service de quatre ans dans leur académie d'affectation. Quant aux étudiants actuellement engagés en Master MEEF, dont les MI constituent les dernières promotions de l'ancien système, leur avenir demeure incertain.

À cette fragilisation structurelle s'ajoute l'instabilité politique. La succession rapide des gouvernements et des ministres de l'Éducation nationale entretient un flou persistant sur l'articulation concrète de la réforme. À l'approche de l'ouverture de Parcoursup, les inquiétudes s'intensifient. Les modalités de stages, les conditions d'exercice et les adaptations promises aux nouveaux profils ne sont pas arrêtées – et ne le seront pas avant plusieurs mois. Les futurs étudiants se retrouvent ainsi dans l'incapacité de se projeter dans leur parcours, avec en perspective la prise en charge d'une classe dès l'âge de 20 ans, sans garanties claires quant à leur formation ni à leur accompagnement. ✱

Hasnia



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Réflexions sur notre défense nationale

En 1996 le président Chirac annonçait la paix en Europe et l'absence d'ennemi pour notre pays, justifiant ainsi la professionnalisation des armées. Mais trente années plus tard voilà le retour en force de l'ennemi de la guerre froide, et dans un avenir très proche, nous explique-t-on, contre lui, un conflit conventionnel de haute intensité auquel nos armées sont incapables de faire face de l'aveu même de nos spécialistes militaires.

Les membres de la FORR-FOMSORR¹ avions alerté sur cette faute politique grave, arguant que la paix n'était jamais définitivement acquise et qu'il fallait réformer le service militaire et non le supprimer, car en cas de conflit il faudrait des années pour reconstruire ce que nous étions en train de casser. Malheureusement, les faits nous donnent raison.

Pire encore, c'est le principal membre de l'OTAN qui revendique la possession d'un territoire sous administration d'un autre membre européen de cette organisation, y compris en s'en emparant par la force armée.

Cette menace bafoue et foule aux pieds tous les principes de l'ONU, ouvrant la porte sur une nouvelle aire, celle de la prédation par l'application de la loi du plus fort sans tenir compte des traités d'alliance. Il faut donc complètement reconsidérer notre vision géostratégique du monde et donc notre défense nationale, sauf à accepter une vassalisation totale. La professionnalisation est un échec criant. Nos armées sont à l'os et sont incapables de défendre notre territoire métropolitain et ultra-marin.

Elles ont des difficultés de recrutement et sont confrontées à un turnover trop important. Quant à l'armement, que reste-t-il comme matériel en



conditions opérationnelles après les cessions à l'Ukraine ? Connaître ces réalités serait une bonne chose pour éclairer le débat sur le budget de la défense !

Le projet de réinstaurer un service militaire annoncé à Vars par Emmanuel Macron avec une mise en scène théâtrale digne d'un film à grand spectacle n'améliorera en rien ni les capacités ni la situation de nos armées. Ce n'est qu'une tentative de rattrapage pour sauver l'armée professionnelle et prétendre à la première place européenne au sein de l'OTAN.

Alors que le service militaire obligatoire organisait le brassage de la nation, la nouvelle mouture augmentera la fracture sociale, car ce seront majoritairement les jeunes en difficulté ou en échec scolaire qui se porteront volontaires en sachant que tous ne seront pas pris, leurs CV ne correspondant pas aux



critères de sélection des armées.

Quant aux futurs réservistes, est-il prévu un statut particulier pour garantir plus de cinq jours obligatoires d'activités vis-à-vis de l'employeur ? Et qu'est-il prévu pour leur protection en cas d'accident grave ou de blessures invalidantes pendant le service ? Si je ne m'abuse, depuis 25 ans que le CSRM² discute de ces sujets aucune vraie solution n'a été trouvée, si tant est qu'il y ait eu volonté de déboucher.

N'en déplaise au Président de la République, mais « la réalité des missions confiées à nos armées est parfaitement connue », c'est de devenir le bras armé de l'OTAN sous contrôle US pour le continent européen. Les Allemands ont engagé le même processus que nous, et par la voix de leur ministre de la défense n'ont pas caché leur projet : « Les objectifs de Bundeswehr ont pour but de renforcer nos armées et de structurer la réserve pour remplir le contrat négocié avec l'OTAN. »

Loin des déclarations belliqueuses de notre président qui en bon chef de guerre fait monter en première ligne ses chefs d'état-major pour désigner l'ennemi -rompant ainsi au passage le pacte de neutralité politique qui sied aux armées d'une démocratie -, il faudrait au contraire privilégier le dialogue et la diplomatie pour aller vers un retour à la paix.

Mettre de l'huile sur le feu n'a jamais servi à éteindre un incendie, surtout quand on n'en a pas les moyens.

Nos armées, leurs missions et ce qui en découle, leurs armements, doivent être inféodés à la politique étrangère mise en œuvre par le gouvernement et les assemblées élues de la République.

La diplomatie, la discussion avec nos voisins, le recours aux organisations et institutions internationales doivent être privilégiés pour déterminer la recherche d'une sécurité collective en Europe et garantir la paix sur notre continent mais aussi dans le monde.

La situation internationale montre que, certes, l'arme nucléaire joue un rôle dissuasif, mais ne suffit pas. Elle doit pouvoir s'appuyer sur une armée conventionnelle qui est la deuxième jambe constitutive de la dissuasion.

La guerre russo-ukrainienne prouve que la technologie et la production indépendante d'armement sont fondamentales mais ne suffisent pas sans un potentiel important de combattants et leur détermination à défendre leur patrie.

Aujourd'hui, seul un service militaire obligatoire rénové, repensé et donc des réserves instruites et organisées permettraient d'avoir cet outil de défense dissuasif, au service de la paix, en montrant la résilience et la détermination de la nation et de ses citoyens à défendre leur pays et son modèle de société et de vie.

Savoir combien coûterait ce nouveau service militaire n'est pas la bonne question. La pose-t-on pour l'école et l'université, pour la santé et la recherche, pour la police, bref pour nos services publics ?

Que rapporte-t-il à la nation est la bonne question ! D'abord et en principal, la cohésion sociale par le brassage de notre jeunesse autour de la même mission : servir son pays et ce quelle que soit l'origine sociale, philosophique, religieuse ou l'origine de la naissance.

Servir ensemble, vivre ensemble, c'est apprendre à

se connaître les uns les autres et accepter les différences. Un militaire s'instruit pour lui mais aussi pour servir son groupe, son unité, bref ses camarades, quelles que soient ses responsabilités, il les exerce pour la communauté. Cela oblige.

C'est un moyen de combattre l'éclatement de notre société et le repli communautaire auquel malheureusement nous sommes confrontés aujourd'hui. C'est le ciment de la nation.

Il y aurait bien d'autres avantages plus particuliers. Je n'en citerai que quelques-uns mais la liste n'est pas exhaustive :

- Facilité à constituer une réserve instruite, essentielle pour la dissuasion.

- En temps de paix, capacité importante d'interventions humanitaires lors de catastrophes industrielles ou naturelles.

- Première expérience professionnelle pour les uns ou apprentissage d'un métier pour les autres, car tous les corps de métier trouvent leur place dans les armées.

- Facilité de recrutement dans les armées pour ceux désirant souscrire un engagement ou faire une carrière.

- Une plus grande ouverture de nos armées sur la diversité de la nation, par l'obligation de commander différemment un soldat citoyen.

- Une plus grande présence sur nos territoires d'unités militaires est un apport économique à la vie locale non négligeable.

Pour conclure, l'augmentation des effectifs demandera aussi une production plus importante en matériel militaire. Cela pose la problématique de leur production.

Je ne développerai pas ce point, mais il me semble essentiel pour répondre à cette question : que le pays se dote d'un pôle industriel public de l'armement décorrélé du marché international de la vente d'armes pour répondre essentiellement aux besoins de nos trois armées.

Ces entreprises pourront utiliser aussi leurs savoir-

faire technologiques pour des productions civiles. Cette dualité permettrait de pouvoir répondre aux fluctuations des commandes.

C'est aussi une garantie d'indépendance de la France qui n'empêche nullement les coopérations internationales. ☺

LCL (h) M. Pytkiewicz

membre de la Commission de Défense du PCF

-
1. Fédération des officiers de réserve républicains et Fédération des sous-officiers et officiers marins de réserve républicains.
 2. Conseil supérieur de la réserve militaire.



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichie (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Berlin : la gauche se lève pour la paix, le désarmement et la lutte contre l'austérité

Ce dimanche matin à Berlin, les communistes et la gauche allemande ont défilé nombreuses et nombreux, portant un message clair : le peuple allemand et sa jeunesse ne se laisseront pas confisquer leurs choix d'avenir. C'est la journée de mobilisation, comme chaque année avec la traditionnelle cérémonie en hommage à Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et leurs camarades, rassemblant largement les forces de la gauche allemande pour un hommage solennel à leur commun héritage de lutte internationaliste et au combat pour la paix.

Pour le Parti de la gauche européenne, où nous représentons le PCF avec Vincent Boulet, ce temps de rendez-vous s'inscrivait dans deux journées denses de travail et de construction collective, autour de la paix, du désarmement et de la lutte contre l'austérité.

Dans le cadre du temps démocratique dédié ce samedi à la préparation du congrès du PGE, qui aura lieu en avril, à Bruxelles, ces préoccupations étaient au cœur de tous les échanges.

Cette rencontre de travail a été l'occasion d'aborder de nouveau les enjeux cruciaux de paix et de coordonner les initiatives conjointes avec des représentants de Die Linke (Allemagne), du Parti des travailleurs belges (Belgique), d'Izquierda



Unida et du Parti communiste d'Espagne, du KPÖ (Autriche), de Syriza et de Nea Aristera (Nouvelle Gauche, Grèce), de Refondation communiste (Italie), Levica (Slovénie) et Levice (République Tchèque)...

Ensemble, nous travaillons dès à présent à construire une réponse internationale commune face à la crise capitaliste et à la montée du bellicisme partout en Europe et dans le monde, face aux monarchies capitalistes impérialistes. Ces journées ont ainsi été l'occasion de renforcer notre travail commun avec Die Linke, qui a profondément renouvelé, rajeuni et élargi sa base militante. Dans les semaines et les mois à venir, la paix pour les peuples et la lutte contre l'austérité seront notre boussole. ✖

Hélène Bidard
membre du CEN

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF

FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS DU TRAVAIL



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**